

Chambre des Représentants

SÉANCE DU 22 JANVIER 1924.

PROJET DE LOI COMPLÉTANT L'ARTICLE 30 DE LA LOI COLONIALE (1)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. PECHER.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui vous est soumis a été déposé sur le bureau du Sénat par MM. les Ministres de la Justice et des Colonies le 17 décembre 1912; après examen par les Commissions réunies de la Justice et des Colonies et sur rapport de M. le sénateur Speyer, il fut voté à l'unanimité par la Haute Assemblée, le 25 avril 1913, moyennant quelques retouches que nous caractériserons.

Tel qu'il est sorti de ces délibérations, il se présente sous la forme de cinq dispositions additionnelles à la loi du 18 octobre 1908, dite loi coloniale (art. 2 et 3 du présent projet), et d'une disposition modificative de la loi du 31 mai 1888 sur la libération et la condamnation conditionnelles (art. 4).

I. — Dispositions additionnelles à la loi coloniale.

Elles concernent les matières que voici :

- a) L'exécution extra-territoriale des jugements métropolitains et coloniaux;
- b) Le transfert éventuel des condamnés de la Colonie dans les prisons belges;
- c) Le recouvrement des amendes prononcées du chef d'infractions commises dans la Colonie ou hors de celle-ci;
- d) La procédure en obtention de la libération conditionnelle;
- e) Le renvoi de l'inculpé devant la juridiction coloniale.

Ces divers points auront à retenir successivement notre attention.

(1) Projet de loi, n° 222 (session de 1912-1913).

(2) La Commission, présidée par M. TIBBAUT, était composée de MM. HUBIN, PECHER, RENKIN, VAN CAUWELAERT, VANDERVELDE et TIBBAUT.

a) *Exécution des jugements.*

L'article 30 de la loi coloniale, tout en déclarant exécutoires, respectivement sur le territoire colonial et en Belgique, les décisions en matière répressive rendues par les tribunaux belges et par la justice coloniale, s'est révélé insuffisant à réaliser cette exécution. En effet, comment exécuter en Belgique des peines de servitude pénale prononcées par les tribunaux de la Colonie, alors que notre régime pénitentiaire ne comporte pas cette peine? Comment, d'autre part, exécuter au Congo des peines de travaux forcés, de réclusion ou d'emprisonnement, alors que le régime pénitentiaire de la Colonie ne connaît que la servitude pénale? Sans doute, l'alinéa 2 du même article établit-il une équivalence entre les peines privatives de la liberté, prévues par les deux législations, mais cette équivalence n'est indiquée qu'au point de vue du *prononcé du jugement* à rendre par les tribunaux métropolitains lorsqu'ils sont saisis de la connaissance d'infractions commises dans la Colonie. Aucun texte ne permet de transformer une condamnation prononcée, en une autre condamnation, en vue de l'*exécution du jugement*.

Aussi, en l'absence de dispositions organisant le mode d'exécution sur le territoire métropolitain des peines de servitude pénale prononcées par les tribunaux coloniaux, force est de renvoyer au Congo les personnes contre lesquelles une peine de servitude pénale a été prononcée ou de renoncer à l'exécution de la peine, en raison des conséquences et des dépenses, hors proportion avec la gravité des faits, que cette mesure pourrait entraîner pour le condamné ou pour le Trésor colonial.

Inversement les mêmes difficultés se présentent pour l'exécution au Congo de peines d'emprisonnement, de réclusion ou de travaux forcés, prononcées par les tribunaux métropolitains.

Le projet de loi, en ses premières dispositions, a pour but de remédier à ces graves inconvénients.

Obéissant à un souci de systématisation, le Sénat propose tout d'abord de détacher de l'article 30 son alinéa final et d'en faire l'alinéa premier d'un article nouveau 30^{bis}. Ce paragraphe énonce, en effet, le principe qui domine la matière. Il est libellé comme suit : « Les décisions rendues en matière pénale par la justice belge ou la justice coloniale ont sur le territoire belge et sur le territoire colonial l'autorité de la chose jugée et sont exécutoires de plein droit. » C'est ce principe qu'il s'agit de rendre pratiquement applicable. Il le sera dès lors que trois dispositions complémentaires lui auront été adjointes, précisant :

a) Que les condamnés purgeront leur peine en Belgique ou au Congo suivant le lieu où ils auront été trouvés ;

b) Qu'au cas où l'exécution est poursuivie en Belgique, la servitude pénale sera remplacée, si elle ne dépasse pas cinq ans, par un emprisonnement de même durée; si elle est de cinq à dix ans par une réclusion de même durée; si elle dépasse dix ans, par les travaux forcés de même durée;

c) Qu'enfin, au cas où l'exécution est poursuivie dans la Colonie, les peines

privatives de la liberté, prononcées par les tribunaux belges, seront remplacées par une servitude pénale de même durée.

C'est l'objet de l'article 30^{bis} (voir art. 2 du projet), alinéas 1, 2 et 4.

Une question particulière s'est posée en 1913, à propos de l'alinéa 3 et de la partie finale de l'alinéa 4 de l'art. 30^{bis} du projet transmis par le Sénat : quel devait être le retentissement sur la durée de la peine, de l'application éventuelle de la loi du 4 mars 1870 sur la réduction des peines, soit que l'on envisageât la peine de prison subie en Belgique par transformation de la peine de servitude pénale, ou la peine de servitude pénale elle-même, au cas où elle serait exécutée au Congo, en lieu et place de prison. La solution que consacrait le projet de loi était la suivante : il n'y aurait pas lieu à application de la loi du 4 mars 1870 et donc pas de réduction dans le premier cas, par le double motif que « la loi du 4 mars 1870 faisant partie du système répressif institué par la loi pénale belge a toujours été complètement étrangère à l'échelle des pénalités prévues par les codes congolais », et que d'ailleurs « il ne fallait pas que l'auteur d'une infraction commise au Congo, qui doit, au surplus même en Belgique, être jugé conformément à la loi coloniale, pût être mieux traité lorsqu'il est jugé en Belgique ou s'y réfugie avant d'avoir subi la peine infligée dans la Colonie ». Mais envisageant la seconde hypothèse, le Sénat avait admis que la servitude pénale, substituée à la prison, serait réduite à condition que l'infraction n'ait pas été commise dans la Colonie.

Cette distinction était logique en 1913, mais elle n'a plus aucune raison d'être aujourd'hui, que la loi du 4 mars 1870 a été abrogée par la loi du 1^{er} mai 1913. Elle n'avait été maintenue par le Sénat que par scrupule à l'égard de la situation des auteurs d'infractions commises antérieurement au 1^{er} mai 1913 et pour lesquels à titre en quelque sorte transitoire, une réduction continuait à être admise aux termes de l'article 2 de la loi précitée. Pour qu'une application de la disposition transitoire de l'article 2 de la loi du 1^{er} mai 1913 puisse encore être envisagée, il faudrait supposer le cas, des plus improbables, où il y aurait lieu de faire purger dans la Colonie des peines prononcées par des tribunaux belges pour des infractions, commises hors de la Colonie *avant le 1^{er} mai 1913*. Tel serait celui de l'individu condamné pour faits antérieurs à 1913, mais fugitif et qui serait actuellement retrouvé au Congo ; il faudrait même que les faits aient été d'une gravité telle que la peine n'ait pu se prescrire dans l'intervalle. Autant dire que pareil cas ne se présentera jamais. Si contre toute probabilité, il devait se produire, il y aurait possibilité d'accorder au détenu un bénéfice équivalent à celui des dispositions de la loi du 4 mars 1870 par l'application de la libération conditionnelle ou par l'octroi d'une remise partielle de peine.

Convient-il dès lors d'insérer dans la loi coloniale des dispositions destinées à n'être jamais appliquées et se référant au surplus à une législation belge qui a été abrogée ? La négative est certaine. C'est pour ces motifs que votre Commission vous propose la suppression de l'alinéa 3 de l'article 30 bis et la rédaction suivante pour l'alinéa 4 :

« Lorsque l'exécution est poursuivie dans la Colonie, les peines privatives de

la liberté prononcées par les tribunaux belges, sont remplacées par une servitude pénale de même durée. »

b) *Transfert des condamnés de la Colonie dans les prisons belges.*

La disposition proposée s'inspire de cette considération humanitaire que l'exécution dans la Colonie des peines privatives de liberté, prononcées contre des non-indigènes, peut devenir gravement préjudiciable à la santé des condamnés. L'exposé des motifs porte à cet égard : « Le climat du Congo ne permet pas, en général, les séjours prolongés; les longues peines de servitude pénale ne peuvent être subies dans la Colonie. Dans un but d'humanité, le projet permet le transfert dans les prisons belges. Il ne rend pas ce transfert obligatoire. Il donne au Gouvernement la faculté de l'ordonner dans chaque cas particulier. Tenant compte de toutes les circonstances, le Gouvernement usera de cette faculté chaque fois qu'un intérêt sérieux l'exigera. »

L'article 4 du projet primitif autorisait le transfert en Belgique, pour y purger leur peine, des non-indigènes qui subissent dans la Colonie des peines principales de servitude pénale dont le total dépasse *un an* et prévoyait que le transfert serait ordonné par un *arrêté royal* sur la proposition du Ministre de la Justice et du Ministre des Colonies.

L'article 30^{ter}, admis par le Sénat, permet ce transfert dès que le total des peines à subir dépasse *six mois* de servitude pénale et accorde au *Procureur Général près le tribunal d'appel* dans le ressort duquel le prisonnier est détenu, le droit d'ordonner cette mesure. Le Sénat a estimé en effet, d'une part, que dans le but d'assurer la répression réellement efficace de la criminalité blanche sans nuire à la santé des condamnés, il est utile de pouvoir les transférer en Belgique dès que le total des peines à subir dans la Colonie dépasse six mois et d'autre part, que la décision à prendre est une mesure purement administrative dont l'autorité locale est seule à même d'apprécier l'opportunité et qui, d'ailleurs, peut être urgente.

Votre Commission fait siennes ces considérations fort justes et vous propose d'adopter la double modification proposée par le Sénat, sous réserve, cependant, que la rédaction nouvelle soit mise en harmonie avec le principe de droit administratif, inscrit dans l'article 21 de la Charte coloniale, qui fait du Gouverneur Général le représentant du pouvoir exécutif dans la Colonie. Ce serait aller à l'encontre de cette règle que de ne point reconnaître, en la matière, le droit de décision du Gouverneur Général, d'autant plus qu'il s'agit en l'espèce d'une question d'ordre purement administratif, à savoir la détermination de l'endroit où un condamné doit exécuter sa peine, et que l'Administration des prisons est, en tout temps, restée dans les attributions de ce haut fonctionnaire. Le souci de décentralisation qui a inspiré le Sénat sera pleinement respecté, s'il est admis que le Gouverneur Général pourra déléguer aux Gouverneurs de provinces son droit d'ordonner des transferts et que la décision sera prise sur avis du Procureur général du ressort ou du Procureur du Roi, à ce délégué par ce dernier.

Le deuxième alinéa de l'article 30^{ter} serait donc rédigé comme suit : « Le transfert sera ordonné par le Gouverneur Général, ou, en cas de délégation, par le Vice-Gouverneur de la province dans laquelle le condamné est détenu, sur avis du Procureur près la Cour d'Appel du ressort ou du Procureur du Roi, à ce délégué par ce dernier ».

Les alinéas 3 et 4 de l'article 30^{ter} précisent la façon dont s'opèrent la fixation et le règlement des frais de détention ou de transfert des détenus, condamnés pour des infractions jugées par les tribunaux coloniaux ou par les tribunaux belges, statuant sur des infractions *commises dans la Colonie* : un arrêté royal déterminera le prix de la journée d'entretien dans les prisons belges et dans celles de la Colonie (alinéa 3). La Colonie supportera les frais en question (alinéa 4). Complétant l'article, le Sénat y a ajouté une disposition visant le cas où des frais de détention ou de transfert seraient encourus pour des infractions *commises en Belgique* : ce sera la métropole qui en aura la charge (alinéa 5).

Votre Commission vous propose d'adopter ces dispositions moyennant d'en retoucher la rédaction comme suit, à seule fin de lui conférer plus de clarté et de simplicité :

« La Colonie supporte les frais de détention et les frais de transfert des individus condamnés du chef d'infractions commises dans la Colonie.

» La métropole supporte les frais de détention et les frais de transfert des individus condamnés du chef d'infractions commises hors de la Colonie. »

c) *Recouvrement des amendes.*

L'article 30^{quater} a trait à l'attribution du produit des amendes prononcées par les tribunaux belges ou par les tribunaux de la Colonie : il ira au Trésor colonial ou au Trésor métropolitain, suivant que l'amende est appliquée pour un fait commis dans la Colonie ou hors de celle-ci.

Le projet primitif contenait un alinéa disposant que le recouvrement des amendes prononcées par les tribunaux belges pourrait être poursuivi dans la Colonie et vice-versa. Mais le Sénat a supprimé cette disposition comme surabondante et faisant double emploi avec le principe général déjà énoncé à l'alinéa 1^{er} du nouvel article 30^{bis}, à savoir que les condamnations prononcées en Belgique ou dans la Colonie sont exécutoires de plein droit respectivement au Congo et dans la Métropole. Le texte supprimé ne faisait qu'envisager une application de cette règle au recouvrement des amendes. Il était donc inutile et sa suppression apparaît donc pleinement justifiée.

En conséquence, votre Commission conclut à l'adoption de l'article 30^{quater} tel qu'il a été voté par le Sénat, moyennant toutefois la substitution des mots « hors de la Colonie » à l'expression « hors la Colonie ».

d) *Procédure en obtention de la libération conditionnelle.*

L'article 30^{quinquies} règle les conditions d'octroi de la libération conditionnelle. Le principe directeur admis est que les condamnés sont soumis aux dispositions

de la loi belge ou à celles de la loi coloniale, selon qu'ils subissent leur peine ou se trouvent en état de liberté conditionnelle, en Belgique ou dans la Colonie.

A ce principe, le projet du Gouvernement formulait une exception : pour les condamnés qui subissent leur peine en Belgique du chef d'infractions commises au Congo, les dispositions de la loi coloniale resteraient applicables, quant à la quotité des peines et à la durée de l'emprisonnement à subir. Rappelons à ce propos que les conditions d'obtention de la libération conditionnelle sont beaucoup moins rigoureuses dans la loi coloniale que dans la loi belge, puisqu'elle est possible dès que le condamné a accompli le quart de sa peine avec minimum de trois mois s'il s'agit d'une peine à temps, et cinq ans s'il s'agit d'une peine perpétuelle. L'honorable rapporteur de la loi au Sénat a rappelé avec raison que cette atténuation de sévérité se justifie, la détention constituant une peine beaucoup plus dure à subir au Congo qu'en Belgique et il ajoutait : « Il est donc équitable que quiconque subit une peine privative de la liberté en Afrique jouisse de ces conditions plus favorables, peu importe que la condamnation ait été prononcée par la justice métropolitaine ou par la justice coloniale. Mais pourquoi la loi, par une dérogation expresse, accorde-t-elle au délinquant détenu en Belgique du chef d'une infraction commise au Congo, la faveur de jouir des dispositions moins sévères de la législation coloniale relatives à la durée et à la quotité des peines minima à subir ? Cette faveur, qui est consacrée par l'exception inscrite au paragraphe 2, est apparue à vos Commissions comme n'ayant pas de raison d'être et elles vous proposent donc de la supprimer. »

On peut se demander toutefois si la suppression du régime dérogatoire à la loi belge que prévoyait le projet primitif pour les individus détenus en Belgique, mais condamnés à raison d'infractions commises dans la Colonie, tout en apparaissant rationnelle à première vue, n'est point de nature à entraîner de sérieux inconvénients.

Sans doute, dès l'instant où la loi du lieu régit la nature de la peine, est-il fort indiqué que cette même loi préside également aux modalités d'exécution de la peine et, notamment, à la fixation des conditions d'octroi de la libération conditionnelle. Il est également vrai que, si pour l'obtention de celle-ci, la législation coloniale est moins sévère que la législation métropolitaine, c'est à raison de contingences spéciales à la Colonie. Mais il est certain que le maintien dans sa rigueur du principe, formulé en tête de l'article nouveau, aboutirait à permettre à l'Administration de modifier, de son seul gré, la situation juridique du condamné, c'est-à-dire de le placer arbitrairement sous l'application d'une loi qui retarde le moment où il pourrait être libéré conditionnellement. Ainsi, un individu, condamné à la servitude pénale à perpétuité et transféré en Belgique, ne pourrait y bénéficier de la libération conditionnelle qu'au bout de dix ans, alors que, s'il avait été laissé au Congo, il aurait pu être libéré après cinq ans.

Au surplus, il serait impossible de combiner, quant à la quotité des peines et à la durée de l'incarcération à subir, la loi belge et la loi coloniale dans le cas où une peine est exécutée successivement au Congo et en Belgique, et cependant il serait injuste de ne pas tenir compte au condamné des circonstances particulièrement pénibles de l'incarcération qu'il a subie dans la Colonie.

Pour ces raisons, d'ordre théorique et pratique, il semble opportun de rétablir dans la loi la disposition qui faisait l'objet de l'alinéa 2 de l'article 7 du projet primitif, et qui deviendrait l'alinéa correspondant de l'article 30 quinquies. Elle est libellée comme suit :

« Toutefois, les dispositions de la loi coloniale sont applicables, quant à la quotité des peines et à la durée de l'emprisonnement à subir, aux condamnés qui subissent en Belgique des peines prononcées du chef d'infractions commises dans la Colonie. »

Il y a lieu cependant de remplacer dans cet alinéa le mot « emprisonnement » par celui d'« incarcération » qui comprend la peine criminelle des travaux forcés et de la réclusion. C'est, d'ailleurs, pour ce motif que la loi du 31 mai 1888 sur la libération conditionnelle se sert, elle aussi, du mot « incarcération ».

Les alinéa 2, 3 et 4 de l'article 30 quinquies, figurant au projet soumis à la Chambre, complètent l'alinéa 1^{er} quant à la procédure d'octroi de la libération conditionnelle.

L'alinéa 2 dispose que « la mise en liberté des individus condamnés par les tribunaux de la Colonie et subissant leur peine en Belgique est ordonnée par le Ministre de la Justice, après avis du Directeur de la Commission Administrative de la Prison, ainsi que du Procureur Général du ressort ». Le Sénat a fort justement intercalé dans le texte du projet primitif les mots : « et subissant leur peine en Belgique » ; il est d'évidence que l'intervention du Ministre de la Justice ne se comprend que s'il s'agit de condamnations subies en territoire métropolitain. Votre Commission propose l'adoption du texte ainsi conçu.

L'alinéa 3 appelle, tel qu'il est rédigé, quelques objections. Ce texte réserve au Procureur Général le droit d'ordonner la libération conditionnelle, tandis que le projet primitif donnait à cet effet, compétence au Gouverneur Général ou au Vice-Gouverneur. La raison de la modification admise par le Sénat était que la loi coloniale donnait au Procureur Général le caractère de représentant du pouvoir exécutif en matière d'organisation et d'administration de la justice. Or, si tel était le caractère que l'article 17 de la loi du 18 octobre 1908 avait attribué aux Procureurs Généraux, il n'en est plus ainsi depuis la loi du 10 août 1921. Au surplus même sous l'interprétation donnée anciennement à l'article 17, on pouvait contester que la libération conditionnelle fût une matière entrant dans la compétence des Procureurs Généraux. Quoiqu'il en soit à cet égard, le doute n'est plus possible, depuis la loi de 1921 qui est décisive en l'occurrence, en ce que dans son esprit elle comporte la réintégration du Gouverneur Général dans ses pouvoirs de représentant du pouvoir exécutif, même en matière d'organisation judiciaire.

Il y a là un fait nouveau, survenu depuis le vote par le Sénat du texte qui nous est présentement soumis et auquel il est impossible de ne pas avoir égard.

Votre Commission est d'avis qu'il y a lieu, dans ces conditions, d'en revenir au libellé du projet primitif qui consacrait en la matière, le pouvoir de décision du Gouverneur Général. Celui-ci aura donc à ordonner la mise en liberté conditionnelle, mais afin de conférer à la disposition toute la souplesse désirable, il doit être prévu que ce pouvoir peut être délégué aux Vices-Gouverneurs Généraux et ne s'exercera qu'après avis du Directeur de la Prison et du Procureur Général

près la Cour d'appel du ressort ou du Procureur du Roi, à ce délégué par ce dernier.

Tous les territoires de la Colonie étant actuellement constitués en Vice-Gouvernements Généraux, sous l'autorité supérieure du Gouverneur Général, il n'y a plus lieu de faire, sur ce point la distinction indiquée dans le projet primitif, entre les territoires constitués en Vice-Gouvernements Généraux et ceux qui se trouvent sous l'autorité du Gouverneur Général. Il convient également de remplacer les mots « Procureur Général près le Tribunal d'appel » par « Procureur Général près la Cour d'appel » ; les Tribunaux d'appel de l'ancienne législation coloniale ont, en effet, reçu la dénomination de Cours d'appel.

L'alinéa 3 de l'article 30 *quinquies* serait donc rédigé comme suit : « La mise en liberté des individus condamnés par les tribunaux belges est ordonnée par le Gouverneur Général ou, en cas de délégation, par le Vice-Gouverneur Général de la province dans laquelle le condamné est détenu, après avis du Directeur de la Prison et du Procureur Général près la Cour d'appel dans le ressort de laquelle elle est située, ou du Procureur du Roi, à ce délégué par ce dernier ».

Le Sénat a ajouté à l'article 30 *quinquies*, une disposition qui donne aux Procureurs Généraux au Congo, le droit de révoquer la mise en liberté des individus condamnés par les tribunaux belges qui subissent leur peine dans la Colonie. Cette proposition était la suite logique de celle qui accordait à ces magistrats le pouvoir d'accorder la liberté conditionnelle. Mais pour les raisons indiquées ci-dessus, il a paru à votre Commission que c'est à l'autorité administrative, représentée par le Gouverneur Général ou par le Vice-Gouverneur de province qu'il appartient de prendre cette mesure.

Il serait donc disposé comme suit : « La mise en liberté est révoquée par le Gouverneur Général ou, en cas de délégation, par le Vice-Gouverneur de la province dans laquelle le libéré se trouve, après avis du Procureur Général du ressort, ou du Procureur du Roi à ce délégué par ce dernier. »

e) *Renvoi de l'inculpé devant la juridiction coloniale.*

Le Sénat a saisi l'occasion du dépôt de ce projet pour apporter à l'alinéa 3 de l'article 30 de la loi coloniale, un amendement dont l'expérience a démontré la nécessité.

Le Rapporteur des Commissions sénatoriales de la Justice et des Colonies a justifié cet amendement dans les termes que voici :

« Interprétant d'une manière très stricte les termes de cet alinéa, la Cour de Bruxelles a décidé que seul le prononcé d'un arrêt de renvoi en Afrique doit avoir lieu en public et que les débats qui précèdent et préparent cette décision doivent se dérouler à huis-clos.

» Si cette décision se justifie peut-être à raison de la terminologie (fort impropre d'ailleurs) dont il est fait usage dans la loi coloniale, nous croyons pouvoir affirmer qu'elle ne répond pas à la véritable volonté du législateur de 1908, qui entendait adapter aux nécessités coloniales la procédure prescrite

en matière d'extradition : or, celle-ci est, on le sait, entièrement publique. Sans doute, dans la hâte fiévreuse d'une fin de session singulièrement tardive, cette volonté ne fut pas exprimée dans le texte d'une manière suffisamment claire; mais elle résulte de l'ensemble des travaux préparatoires et elle est d'ailleurs justifiée par de puissantes considérations d'équité légale et d'opportunité juridique.

» La mesure qui soustrait un citoyen belge à ses juges naturels, peut-être même au jury, pour le renvoyer devant les juridictions coloniales, est incontestablement très grave.

» Mais, ce qui accentue encore la gravité de pareil renvoi, c'est l'absence de publicité qui en résulte fatalement. En Belgique, tout procès répressif se plaide en pleine lumière, sous le contrôle de l'opinion et de la presse; au contraire, un procès jugé en Afrique échappe en fait à toute publicité réelle; c'est à peine si le jugement final est connu en Belgique. Dès lors, n'est-il pas manifeste qu'il faut chercher à atténuer le plus possible les effets de ce grave inconvénient, en donnant tout au moins à la procédure de renvoi la plus large publicité possible. Tel a été l'avis de vos Commissions, et, à l'imitation de l'article 3, paragraphe 4, de la loi du 15 mars 1874, celles-ci vous proposent donc de rédiger comme suit le paragraphe 3 de l'article 30 :

» La Chambre des mises en accusation pourra renvoyer l'inculpé devant
 » la juridiction coloniale, soit à sa demande, soit en vertu d'une décision
 » unanime rendue sur la réquisition du Ministère public, l'inculpé entendu ou
 » dûment cité.
 » L'audience sera publique, à moins que l'inculpé ne réclame le huis-clos. »

Votre Commission se rallie entièrement à cette manière de voir et vous propose d'adopter le texte voté par le Sénat qui crée une garantie essentielle à l'exercice des droits de la défense. Toutefois la Haute Assemblée a omis de reprendre la partie finale de l'alinéa qu'elle a remplacé, disposant qu'en ordonnant le renvoi, la Chambre des mises en accusation prolongera pour autant que de besoin, la durée de la validité du mandat d'arrêt.

Cette disposition est nécessaire et doit être ajoutée au texte tel qu'il a été amendé par le Sénat.

II. — Disposition additionnelle à l'article 9 de la loi du 31 mai 1888.

Cette disposition met en harmonie la loi pénale coloniale avec le système de la loi du 31 mai 1888 sur la condamnation conditionnelle, en ce qu'elle écarte du bénéfice de la conditionnalité les personnes condamnées par les tribunaux de la Colonie à une peine supérieure à 25 francs d'amende ou à sept jours de servitude pénale, c'est-à-dire à une peine qui, sans être qualifiée par la loi congolaise de correctionnelle ou criminelle, — classification qui lui est étrangère, — correspond cependant aux peines correctionnelles ou criminelles de la législation belge.

Cet article n'a pas donné lieu à des observations de la part du Sénat et a été voté dans la forme où il était proposé par le Gouvernement.

Il ne soulève aucune objection et votre Commission conclut à son adoption.

*
* * *

Le présent rapport est accompagné d'une annexe comprenant le texte adopté par le Sénat, et, en regard, les modifications jugées nécessaires.

Sous réserve des observations qui précèdent et de ces amendements, votre Commission a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet.

Le Rapporteur,

Ed. PECHER.

Le Président,

E. TIBBAUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 JANUARI 1924.

Wetsontwerp tot aanvulling van artikel 30 der koloniale wet (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **PECHER**.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat U wordt voorgelegd, werd in den Senaat ingediend op 17 December 1912 door de Ministers van Justitie en van Koloniën; na het onderzoek van de Vereenigde Commissiën van Justitie en van Koloniën, en op verslag van Senator Speyer, werd het eenparig door den Senaat aangenomen op 25 April 1913, behoudens enkele wijzigingen waarop wij hier de aandacht zullen vestigen.

Na deze besprekingen wordt het ons aangeboden in den vorm van vijf bijkomende bepalingen bij de wet van 18 October 1908, genaamd Koloniale wet (art. 2 en 3 van onderhavig ontwerp), en van eene bepaling tot wijziging der wet van 31 Mei 1888 op de voorwaardelijke vrijstelling en veroordeeling (art. 4).

I. — Bijkomende bepalingen bij de Koloniale Wet.

Deze betreffen de navolgende punten :

- a) De extra-territoriale tenuitvoerlegging van de vonnissen gewezen in het Moederland en in de Kolonie;
- b) Het gebeurlijk overbrengen der in de Kolonie veroordeelden naar Belgische gevangenissen;
- c) De inning van de geldboeten opgelegd wegens overtredingen in of buiten de Kolonie;

(1) Wetsontwerp, n^o 222 (zittingsjaar 1912-1913).

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer TIBBAUT, bestond uit de heeren HUBIN, PECHER, RENKIN, VAN CAUWELAERT, VANDERVELDE en TIBBAUT.

- d) De rechtspleging tot het bekomen van de voorwaardelijke vrijstelling ;
- e) Het verwijzen van den aangeklaagde voor de koloniale rechtsmacht.

Al deze punten zullen wij achtereenvolgens verklaren.

a) *Tenuitvoerlegging van de vonnissen.*

Artikel 30 van de koloniale wet, die weliswaar de beslissingen in strafzaken, uitgesproken door de rechtbanken in België en in de Kolonie, uitvoerbaar verklaart onderscheidenlijk in het Congogebied en in België, is onvoldoende gebleken om deze tenuitvoerlegging te verwezenlijken. Inderdaad, hoe zal men in België de vrijheidsstraffen met opgelegden arbeid, door de rechtbanken der Kolonie uitgesproken, uitvoeren, wanneer dit in ons strafstelsel niet voorkomt? Hoe zal men anderzijds in Congo de straffen van dwangarbeid, van opsluiting of de gevangenisstraf uitvoeren, wanneer het strafstelsel van de Kolonie enkel de vrijheidsstraf met opgelegden arbeid kent? Voorzeker, lid 2 van hetzelfde artikel bepaalt eene gelijkwaardigheid tusschen de vrijheidsstraffen, voorzien door de twee wetgevingen, maar deze gelijkwaardigheid is enkel aangeduid voor het *uitspreken van het vonnis* te wijzen door de rechtbanken van het moederland, wanneer zij moeten kennis nemen van overtredingen begaan in de Kolonie. Geen enkele tekst laat toe, eene veroordeeling te veranderen in eene andere veroordeeling.

Bij gebrek aan bepalingen tot regeling van de wijze van uitvoering, in het moederland, van de vrijheidsstraffen uitgesproken door de koloniale rechtbanken, is men gedwongen de personen, tegen de welken eene vrijheidsstraf met opgelegden arbeid werd uitgesproken, naar Congo terug te zenden, of af te zien van de uitvoering der straf, om reden van de gevolgen en de kosten, buiten verhouding met de gewichtigheid van de feiten, die deze maatregel zou medebrengen voor den veroordeelde of voor de Koloniale Schatkist.

Omgekeerd rijzen dezelfde moeilijkheden zelf voor de uitvoering, in Congo, van de gevangenisstraffen, de straffen van opsluiting of de dwangarbeid, uitgesproken door de rechtbanken in het moederland.

De eerste bepalingen van het wetsontwerp hebben ten doel, deze ernstige bezwaren te weren.

De Senaat, om tot meer stelselmatigheid te komen, stelt vooreerst voor, de slotalinea van artikel 30 af te scheiden en daarvan te maken het eerste lid van een artikel 30^{bis}. Deze paragraaf stelt inderdaad het beginsel dat de zaak beheerscht. Zij luidt : « De vonnissen, in strafzaken uitgesproken door het Belgisch gerecht of door het Koloniaal gerecht, gelden op het Belgisch grondgebied en op het Koloniaal grondgebied voor het gewijsde en zijn van rechtswege uitvoerbaar. » Het geldt dus, dit beginsel in de praktijk toepasselijk te maken. Dit zal mogelijk wezen, zoodra drie aanvullende bepalingen er zullen aan toegevoegd zijn, welke nader voorschrijven :

- a) Dat de veroordeelden hunne straf in België of in Congo zullen uitdoen volgens de plaats waar zij werden gevonden ;

b) Dat, wanneer de uitvoering in België geschiedt, de vrijheidsstraf met opgelegden arbeid vervangen wordt, zoo zij niet vijf jaar overschrijdt, door eene gevangenisstraf van denzelfden duur; door opsluiting van denzelfden duur, indien zij van vijf tot tien jaar bedraagt; door dwangarbeid van denzelfden duur, indien zij tien jaar te boven gaat;

c) Dat eindelijk, wanneer de uitvoering geschiedt in de Kolonie, de vrijheidsstraffen, uitgesproken door de Belgische rechtbanken, zullen vervangen worden door eene vrijheidsstraf met opgelegden arbeid van denzelfden duur.

Dit is het doel van artikel 30^{bis}, alinea's 1, 2 en 4 (zie art. 2 van het ontwerp).

Eene bijzondere vraag werd gesteld in 1913 over alinea 3 en het slot van alinea 4 van artikel 30^{bis} van het ontwerp overgemaakt door den Senaat; welke moest de terugslag zijn op den duur van de straf, van de eventueele toepassing der wet van 4 Maart 1870 op de vermindering van de straffen, hetzij men op het oog heeft de gevangenisstraf in België ondergaan door verandering van de vrijheidsstraf met opgelegden arbeid, of deze straf zelve, voor het geval dat zij in Congo zou uitgevoerd worden, in plaats van de gevangenisstraf. De oplossing, in het wetsontwerp voorgestaan, was de volgende : er zou geen reden bestaan, de wet van 4 Maart 1870 toe te passen en dus ook niet tot strafvermindering in het eerste geval, om de tweevoudige reden dat « de wet van 4 Maart 1870, deel uitmakend van het repressief stelsel ingesteld door het Belgische Strafwetboek, nooit eenigermate in aanmerking is gekomen voor de verschillende straffen voorzien door de Congoleesche wetboeken », en dat het ten andere « niet mocht gebeuren dat iemand, die in Congo een misdrijf pleegde en die bovendien zelfs in België moet gevonnist worden overeenkomstig de koloniale wet, zachter werd behandeld wanneer hij in België wordt gevonnist of hier naartoe komt alvorens de straf, welke in de Kolonie werd gewezen, te hebben ondergaan ». Doch met het oog op de tweede onderstelling had de Senaat aangenomen dat de vrijheidsstraf met opgelegden arbeid, ter vervanging van de gevangenisstraf, zou verminderd worden op voorwaarde dat het misdrijf niet in de Kolonie was geschied.

Dit onderscheid was logisch in 1913, doch heeft geene reden van bestaan meer heden ten dage, nu de wet van 4 Maart 1870 is ingetrokken door de wet van 1 Mei 1913. De Senaat heeft deze afwijking gehandhaafd enkel ten aanzien van den toestand der daders van misdrijven vóór 1 Mei 1913 gepleegd en voor dewelke men, als overgangsmaatregel, nog immer eene strafvermindering aannam krachtens artikel 2 van gemelde wet.

Eene toepassing der overgangsbepaling van artikel 2 der wet van 1 Mei 1913 kan niet meer worden bedacht, tenzij men het meest onwaarschijnlijke geval onderstelt, dat in de Kolonie straffen worden geboet, uitgesproken door Belgische rechtbanken wegens misdrijven, buiten de Kolonie vóór 1 Mei 1913 gepleegd. In dat geval zou verkeerden hij die veroordeeld zijnde wegens daden vóór 1913 gepleegd, voortvluchtig zou geweest zijn en thans in Congo werd ingerekend; bovendien zouden de feiten van zoodanig ergen aard moeten zijn, dat de straf intusschen niet kon verjaren; dat is zoo goed als onmogelijk. Moest

zulks niettemin, tegen alle waarschijnlijkheid in, toch gebeuren, dan ware het nog mogelijk, den gevangene een voordeel te verleen, dat gelijkstaat met dat der bepalingen van de wet d.d. 4 Maart 1870, en wel door de voorwaardelijke invrijheidstelling toe te passen of eene gedeeltelijke vermindering der straf te verleen.

Moet men dus in de Koloniale Wet bepalingen schrijven, die bestemd zijn om nooit te worden toegepast en die bovendien betrekking hebben op eene Belgische ingetrokken wet? Voorzeker neen. Om deze redenen stelt uwe Commissie U voor, lid 3 van artikel 30^{bis} te doen wegvallen en lid 4 te doen luiden als volgt :

« Geschiedt de uitvoering in de Kolonie, dan worden de vrijheidsstraffen, door de Belgische rechtbanken uitgesproken, vervangen door eene vrijheidsstraf met opgelegden arbeid. »

b) *Overbrenging van de veroordeelden der Kolonie
in de Belgische gevangenissen.*

De voorgestelde bepaling gaat uit van deze menschlievende beschouwing, dat de uitvoering in de Kolonie van de vrijheidsstraffen, tegen niet-inlanders uitgesproken, zeer nadeelige gevolgen kan hebben voor de gezondheid der veroordeelden. De Memorie van Toelichting zegt hieromtrent : « Het klimaat » van Congo laat in het algemeen geen lang verblijf in die streek toe ; de groote » straffen onder den vorm van vrijheidsstraf met opgelegden arbeid kunnen in de » Kolonie niet uitgedaan worden. Menschlievenderwijze opgevat, laat het ont- » werp de overbrenging naar de Belgische gevangenissen toe. Het maakt deze » overbrenging niet verplichtend ; het geeft de Regeering het vermogen deze in » ieder bijzonder geval te bevelen. Rekening houdende met al de omstandigheden, » zal de Regeering van dit vermogen gebruik maken telkens als een ernstig belang » het zal eischen. »

Artikel 4 van het eerste ontwerp machtigde, voor het uitdoen hunner straf, de overbrenging naar België van de niet-inlanders welke in de Kolonie hoofdstraffen ondergaan onder den vorm van vrijheidsstraffen met opgelegden arbeid, waarvan het totaal één jaar te boven gaat, en het voorzag dat de overbrenging zou bevolen worden bij een *Koninklijk besluit*, op voordracht van den Minister van Justitie en den Minister der Koloniën.

Artikel 30^{ter}, door den Senaat aangenomen, laat die overbrenging toe, zoodra het totaal der ondergane straffen zes maanden vrijheidsstraf te boven gaat en het verleent aan den *Procureur-Generaal bij de rechtbank van beroep*, in welker gebied de gevangene in hechtenis wordt gehouden, het recht om dezen maatregel te bevelen. De Senaat was inderdaad van gevoelen, eensdeels, dat, ten einde de oprecht doelmatige beteugeling te verzekeren van de misdadigheid door de blanken, zonder de gezondheid van de veroordeelden te schaden, het nuttig is ze te kunnen overbrengen naar België, zoodra het totaal der straffen, in de Kolonie te ondergaan, zes maanden te boven gaat en, anderdeels, dat de te nemen beslissing een loutere bestuursmaatregel is, over wiens gepastheid de plaatselijke overheid alleen bevoegd is te oordeelen en die, overigens, van dringenden aard kan zijn.

Uwe Commissie maakt deze zeer juiste beschouwingen tot de hare en stelt u voor, de dubbele wijziging, door den Senaat voorgesteld, aan te nemen, mits, echter, de nieuwe tekst in overeenstemming wordt gebracht met het beginsel van het administratief recht, geschreven in artikel 21 der Koloniale Wet, waarbij de Gouverneur-Generaal tot vertegenwoordiger wordt gemaakt van de uitvoerende macht in de Kolonie. Het ware in strijd met dezen regel, in deze zaak het recht van beschikking van den Gouverneur-Generaal niet te erkennen, des te meer daar het hier eene zaak van louter bestuurlijken aard betreft, te weten de bepaling der plaats waar een veroordeelde zijne straf moet ondergaan, en daar het Bestuur der gevangenen te allen tijde tot de bevoegdheden van dezen hoogen ambtenaar heeft behoord. De bezorgdheid om te decentraliseeren, welke de Senaat bezielde heeft, zal volkomen geëerbiedigd worden, zoo het wordt aangenomen dat de Gouverneur-Generaal aan de Gouverneurs van provinciën zijn recht van overbrenging mag overdragen en dat de beschikking zal genomen worden na advies van den Gouverneur-Generaal van het rechtsgebied of van den Procureur des Konings, daartoe door dezen laatste gevolmachtigd.

De tweede alinea van artikel 30^{ter} zou dus luiden als volgt :

« De overbrenging wordt bevolen door den Gouverneur-Generaal of, bij opdracht, door den Onder-Gouverneur-Generaal der provincie, waarin de veroordeelde in hechtenis gehouden wordt, na advies van den Procureur-Generaal bij het Hof van beroep van het gebied of van den Procureur des Konings, door dezen laatste daartoe afgevaardigd. »

De alinea's 3 en 4 van artikel 30^{ter} geven nauwkeurig de wijze aan, waarop worden bepaald en geregeld de kosten van hechtenis of van overbrenging der gevangenen, opgelopen voor de misdrijven berecht door de koloniale rechtbanken, uitspraak doende over misdrijven *in de Kolonie begaan* : een Koninklijk besluit bepaalt den prijs voor een dag onderhoud in de Belgische gevangenen en in die der Kolonie (al. 3). De Kolonie draagt de desbetreffende kosten (al. 4). Dit artikel aanvullende, heeft de Senaat er eene bepaling bijgevoegd betreffende het geval dat hechtenis- of overbrengingskosten worden opgelopen voor misdrijven *in België begaan* : het Moederland zal alsdan de lasten er van dragen (al. 5).

Uwe Commissie stelt u voor, deze bepalingen aan te nemen mits men den tekst lichtelijk wijzigt ten einde hem klaarder en eenvoudiger te maken :

« De Kolonie draagt de kosten van hechtenis en de kosten van overbrenging der personen gestraft wegens misdrijven, in de Kolonie begaan. « Het Moederland draagt de kosten van hechtenis en de kosten van overbrenging der personen gestraft wegens misdrijven, buiten de Kolonie begaan. »

c) *Verhaalbaarheid der boeten.*

Artikel 30^{quater} heeft betrekking op de bestemming van de opbrengst der boeten, door de Belgische rechtbanken of door de rechtbanken der Kolonie opgelegd :

deze opbrengst wordt gestort in de Schatkist der Kolonie of in de Schatkist van het Moederland, naar gelang de boete wordt toegepast wegens eene daad gepleegd in of buiten de Kolonie.

Het eerste ontwerp bevatte een alinea, waarbij werd bepaald dat de boeten, opgelegd door de Belgische rechtbanken, konden ingevorderd worden in de Kolonie en wederzijds. De Senaat heeft echter deze bepaling laten wegvallen als zijnde overbodig en reeds bevat in het algemeen beginsel dat wordt gehuldigd door lid 1 van het nieuw artikel 30^{bis}, namelijk dat de vonnissen, uitgesproken in België of in de Kolonie, van rechtswege uitvoerbaar zijn respectievelijk in de Kolonie en in het Moederland. De weggelaten tekst beoogde slechts eene toepassing van dezen regel op het invorderen der boeten. Hij was dus overbodig en zijne weglating blijkt volkomen gebillijkt.

Dienvolgens besluit uwe Commissie tot de goedkeuring van artikel 30^{quater}, zooals het door den Senaat werd aangenomen, mits, in den Franschen tekst, de woorden « hors la Colonie » worden vervangen door de woorden : « hors de la Colonie. »

d) *Rechtspleging tot het bekomen der voorwaardelijke invrijheidstelling.*

Artikel 30^{quinquies} regelt de voorwaarden tot het verleen van de voorwaardelijke invrijheidstelling. Het aangenomen leidende beginsel is dat de veroordeelden onderworpen zijn aan de bepalingen der Belgische wet of aan die der koloniale wet, volgens dat zij hunne straf ondergaan ofwel in België of in de Kolonie zich nog voorloopig in vrijheid bevinden.

Tegen dit beginsel stelde het ontwerp der Regeering eene uitzondering : voor de veroordeelden, die hunne straf in België ondergaan uit hoofde van misdrijven in Congo gepleegd, zouden de bepalingen der koloniale wet van toepassing blijven, wat betreft het bedrag der straffen en den duur der opgelegde gevangenzitting. Herinneren wij dienaangaande er aan, dat de vereischten tot het bekomen der voorwaardelijke invrijheidstelling veel minder streng zijn in de koloniale wet dan in de Belgische wet, daar die invrijheidstelling mogelijk is zoodra de veroordeelde een vierde zijner straf heeft uitgedaan, met een minimum van drie maanden wanneer het een tijdelijke straf betreft, en vijf jaar wanneer het een levenslange straf betreft. De achtbare verslaggever der wet in den Senaat heeft er terecht aan herinnerd, dat deze vermindering van gestrengheid gebillijkt is, daar de hechtenis een straf is, die zwaarder te dragen valt in Congo dan in België, en hij voegde er bij :

« Het is dus rechtvaardig dat alwie een vrijheidsstraf ondergaat in Afrika die voordeeligere voorwaarden geniet, ongeacht of de veroordeeling is uitgesproken geworden door de Belgische of door de Koloniale rechtbanken. Doch waarom verleent de wet, door een uitdrukkelijke afwijking, aan den misdrijfpleger, in België gevangen gehouden uit hoofde van een in Congo begane misdrijf, de gunst om de minder strenge bepalingen der koloniale wetgeving betreffende den duur en het bedrag der te ondergane minimum-straffen te genieten ? Deze gunst, verleend krachtens de uitzondering vermeld in § 2, scheen aan uwe Commissie

toe als zonder reden van bestaan, en zij stellen u dus voor, dezelve te doen wegvallen. »

Men mag zich echter afvragen of de afschaffing van het beginsel tot afwijking van de Belgische wet, voorzien door het eerste ontwerp voor die in België zijn gevangen gehouden, maar veroordeeld wegens misdrijven begaan in de Kolonie, — dat op het eerste gezicht redematig toeschijnt — niet van aard is om ernstige bezwaren mede te brengen.

Ongetwijfeld, vanaf het oogenblik waarop de wet der plaats den aard van de straf regelt, is het als vanzelf aangewezen dat diezelfde wet insgelijks de wijze van uitvoering der straf regelt en, namelijk, de vaststelling van de vereischten tot het verleenen der voorwaardelijke invrijheidstelling. Het is even waar dat, zoo om deze te bekomen de koloniale wetgeving minder streng is dan die van het moederland, dit is om reden van de bijzondere toestanden in de Kolonie. Doch, het is zeker dat het gestreng instandhouden van het beginsel, dat aan het hoofd van het nieuw artikel staat vermeld, er zou toe brengen, aan het Bestuur toe te laten, naar eigen goeddunken, den juridischen staat van den veroordeelde te wijzigen, te weten, hem willekeurig te plaatsen onder de toepassing eener wet welke het oogenblik vertraagt, waarop hij voorloopig in vrijheid zou kunnen gesteld worden. Alzoo zou een persoon, tot levenslange vrijheidsstraf met opgelegden arbeid veroordeeld en naar België overgebracht, aldaar niet kunnen genieten van de voorwaardelijke invrijheidstelling dan na verloop van tien jaren, wanneer hij, in Congo gebleven, na vijf jaren had kunnen vrij zijn.

Overigens, het zou onmogelijk zijn, wat betreft het bedrag der straffen en den duur der te ondergane opsluiting, de Belgische wet te doen overeenstemmen met de Koloniale wet in het geval dat elke straf achtereenvolgens wordt ten uitvoer gelegd in Congo en in België; en nochtans ware het onrechtvaardig, voór den veroordeelde geen rekening te houden met de bijzondere pijnlijke omstandigheden der in de Kolonie ondergane opsluiting.

Om deze redenen, van theoretischen en practischen aard, schijnt het gepast, in de wet de bepaling te herstellen, welke het voorwerp uitmaakte van lid 2 van artikel 7 in het eerste ontwerp, en welke de alinea zou worden overeenstemmende met artikel 30^{quinquies}. Zij luidt als volgt :

« De bepalingen van de Koloniale wet zijn echter toepasselijk, wat betreft het bedrag der straffen en den duur der opgelegde gevangenzetting, op de gestraften die straffen, uitgesproken wegens misdrijven ondergaan in de Kolonie, in België ondergaan. »

Het is echter noodig in deze alinea het woord « gevangenzetting » te vervangen door « hechtenis », welke de lijfstraf van dwangarbeid en van opsluiting omvat. Het is trouwens om deze reden dat de wet van 31 Mei 1888 op de voorwaardelijke invrijheidstelling zich ook van het woord « hechtenis » bedient.

De alinea's 2, 3 en 4 van artikel 30^{quinquies}, die voorkomen in het ontwerp dat aan de Kamer is voorgelegd, zijn eene aanvulling van lid 1, wat betreft de rechtsvordering inzake toekenning van de voorwaardelijke invrijheidstelling.

Lid 2 luidt : « De invrijheidstelling der personen, door de rechtbanken der Kolonie veroordeeld en hunne straf in België ondergaande, wordt bevolen door den Minister van Justitie, na advies van den Bestuurder der Commissie van beheer van de Gevangenis, alsmede van den Procureur-generaal van het rechtsgebied. » Terecht heeft de Senaat in den eersten tekst de volgende woorden ingelascht : « en hunne straf in België ondergaande »; het is klaar dat het optreden van den Minister van Justitie niet wordt verstaan tenzij bij veroordeelingen ondergaan in het Moederland. Uwe Commissie stelt u den aldus luidenden tekst ter goedkeuring voor.

De tekst van lid 3 levert enkele bezwaren op. Krachtens dezen tekst wordt aan den Procureur-Generaal het recht voorbehouden, bevel te geven tot voorwaardelijke invrijheidstelling, terwijl het eerste ontwerp daartoe bevoegdheid toekende aan den Gouverneur-Generaal of aan den Onder-Gouverneur. De reden tot wijziging, door den Senaat aangenomen, bestond hierin, dat de Koloniale Wet aan den Procureur-Generaal de bevoegdheid toekent van vertegenwoordiger der uitvoerende macht in zake inrichting en beheer van het gerecht. Nu, zoo zulks waar kon zijn krachtens artikel 17 der wet van 18 October 1908, dan is dit niet meer het geval sedert de wet van 10 Augustus 1921.

Zelfs met de verklaring, vroeger aan artikel 17 gegeven, aan de hand, kon men betwisten, dat de voorwaardelijke invrijheidstelling tot de bevoegdheid der Procureurs-Generaal behoorde. Wat er ook van zij, twijfel is hier niet meer mogelijk sedert de wet van 1921 over de zaak beslist heeft, in zooverre dat, naar haren geest, de Gouverneur-Generaal opnieuw optreedt als vertegenwoordiger van de uitvoerende macht, zelfs in zake rechterlijke inrichting.

Er is daar een nieuw feit, voorgekomen sedert de Senaat den ons voorgelegden tekst heeft goedgekeurd, tekst dien wij niet kunnen nalaten in aanmerking te nemen.

Uwe Commissie is van gevoelen dat het, onder deze omstandigheden, noodig is terug te keeren tot den tekst van het eerste ontwerp, waarbij, in deze zaak, de macht van beschikking van den Gouverneur-Generaal bevestigd werd. Deze moet dus de voorloopige invrijheidstelling bevelen, doch, ten einde aan de bepaling alle gewenschte lenigheid te geven, moet worden voorzien dat deze macht kan overgedragen worden op de Onder-Gouverneurs-Generaal en slechts uitgeoefend wordt na advies van den Bestuurder der gevangenis en van den Procureur-Generaal bij het Hof van Beroep van het gebied of van den Procureur des Konings, door dezen laatste daartoe afgevaardigd.

Daar al de grondgebieden der Kolonie thans Onder-Algemeene-Gouvernementen zijn, staande onder het hooger gezag van den Gouverneur-Generaal, is het niet noodig, op dit punt, het onderscheid te maken, aangegeven in het eerste ontwerp, tusschen de grondgebieden welke Onder-Algemeene-Gouvernementen uitmaken en die welke onder het gezag van den Gouverneur-Generaal staan. Het behoort eveneens de woorden : « Procureur-Generaal bij de rechtbank van beroep » te vervangen door : « Procureur-Generaal bij het Hof van beroep ». Immers, aan de rechtbanken van beroep in de vroegere koloniale wetgeving werd de naam van Hoven van beroep gegeven.

Alinea 3 van artikel 30^{quinquies} zou dus luiden als volgt :

« De invrijheidstelling der personen, die door de Belgische rechtbanken worden gestraft en hunne straf in de Kolonie ondergaan, wordt bevolen door den Gouverneur-Generaal of, bij opdracht, door den Onder-Gouverneur-Generaal der provincie, waarin de veroordeelde in hechtenis gehouden wordt, na advies van den bestuurder van het gevangenhuis en van den Procureur-Generaal bij het Hof van beroep, in het gebied waarvan het is gelegen, of van den Procureur des Konings, door dezen laatste daartoe afgevaardigd. »

Aan artikel 30^{quinquies} heeft de Senaat eene bepaling toegevoegd, welke aan de Procureurs-Generaal in Congo het recht geeft om de invrijheidstelling in te trekken van degenen die, veroordeeld door de Belgische rechtbanken, hunne straf in de Kolonie ondergaan. Dit voorstel was het logisch gevolg van dat, waarbij aan deze magistraten de macht werd verleend om de voorloopige invrijheidstelling te verleenen. Doch, om bovenvermelde redenen scheen het aan uwe Commissie toe, dat het behoort aan het bestuurlijk gezag, vertegenwoordigd door den Gouverneur-Generaal of door den Onder-Gouverneur-Generaal der provincie om dezen maatregel te nemen.

Die tekst zou dus luiden als volgt :

« De invrijheidstelling wordt ingetrokken door den Gouverneur-Generaal of, bij opdracht, door den Onder-Gouverneur-Generaal der provincie, waarin de in vrijheid gestelde zich bevindt, na advies van den Procureur-Generaal van het gebied of van den Procureur des Konings, door dezen laatste daartoe afgevaardigd. »

e) *Verwijzing van den beklaagde voor een koloniale rechtbank.*

De Senaat heeft van de gelegenheid van het indienen van dit wetsontwerp gebruik gemaakt om aan lid 3 van artikel 30 der Koloniale wet een amendement toe te voegen, waarvan de ondervinding de noodzakelijkheid heeft bewezen.

De verslaggever van de Senaatscommissiën voor de Justitie en de Koloniën heeft dit amendement in de volgende termen verklaard :

« Het Hof te Brussel, waar het op zeer strikte wijze den tekst van dit lid verklaart, heeft beslist dat alleen het uitspreken van een arrest van verwijzing naar Afrika openbaar moet geschieden, en dat de besprekingen, die aan deze beslissing voorafgaan en haar voorbereiden, met gesloten deuren moeten plaats hebben.

« Is deze beslissing misschien te billijken wegens de terminologie (zeer onjuist ten andere) waarvan in de koloniale wet wordt gebruik gemaakt, dan meenen wij te mogen bevestigen dat zij niet beantwoordt aan den wezenlijken wil van den wetgever van 1908, die aan de koloniale noodwendigheden de rechtspleging, voorgeschreven in zake uitlevering, wilde aanpassen; deze nu is, zooals men weet, heel en al publiek. Voorzeker, in de koortsige haast op het einde van een zittingsjaar, dat zeer laat duurde, werd deze wil in den tekst niet voldoende

duidelijk uitgedrukt, maar hij blijkt wel uit de gezamenlijke voorafgaande werkzaamheden en hij is bovendien gerechtvaardigd door ernstige beweeggronden van wettelijke rechtvaardigheid en juridische gepastheid.

« De maatregel, die een Belgisch burger onttrekt aan zijne natuurlijke rechters, misschien zelfs aan de jury, om hem te verwijzen naar de koloniale rechtbanken, is onbetwistbaar zeer ernstig.

» Maar, wat de gewichtigheid van deze verwijzing nog verscherpt, is dat onvermijdelijk de zaak niet openbaar zal behandeld worden. In België wordt elk strafgeding gepleit in 't openbaar, onder de contrôle van iedereen en van de pers: een proces, in Congo gewezen, ontsnapt daarentegen aan alle werkelijke openbaarheid. Het eindvonnis is ternauwernood in België gekend. Springt het dan niet in het oog dat men zooveel mogelijk de gevolgen van dit ernstig bezwaar moet trachten te milderen, door ten minste aan de rechtspleging van de verwijzing de ruinste openbaarheid te geven? Dit was de meening van uwe Commissiën, en, steunend op artikel 3, paragraaf 4, der wet van 15 Maart 1874, stellen zij u voor, paragraaf 3 van artikel 30 te doen luiden :

« De Kamer van inbeschuldigingstelling kan den beklaagde naar de koloniale rechtsmacht verwijzen, hetzij op zijn verzoek, hetzij krachtens eene beslissing met eenparigheid van stemmen genomen op vordering van het openbaar ministerie, den beklaagde gehoord of behoorlijk gedagvaard.

» De terechtzitting is openbaar, tenzij de beklaagde verzoekt dat de zaak met gesloten deuren behandeld worde. »

Uwe Commissie sluit zich ten volle bij deze zienswijze aan en vraagt u de goedkeuring van den door den Senaat aangenomen tekst, waardoor een ernstige waarborg voor de uitvoering der rechten van het verweer wordt in 't leven geroepen. De Hooge Vergadering heeft evenwel verzuimd het slot van de alinea, dat zij vervangen heeft, te hernemen; het bepaalt dat door de verwijzing op te leggen, de Kamer van inbeschuldigingstelling, voor zoover als het noodig blijkt, den duur van de geldigheid van het aanhoudingsmandaat zal verlengen.

Deze bepaling is noodig en moet gevoegd worden bij den tekst zooals hij door den Senaat werd gewijzigd.

II. — Bijkomende bepaling bij artikel 9 der wet van 31 Mei 1888.

Deze bepaling brengt overeenstemming tusschen de koloniale strafwet en het stelsel der wet van 31 Mei 1888 op de voorwaardelijke veroordeeling, waar de eerste het voordeel der voorwaardelijkheid ontnemt aan de personen veroordeeld door de rechtbanken der Kolonie tot eene boete van meer dan 25 frank of tot vrijheidsstraf met opgelegden arbeid van zeven dagen, namelijk tot eene straf welke, zonder dat zij door de Congoleesche wet « lijf- of boetstraf » wordt genaamd, — welke indeeling haar vreemd is, — nochtans overeenstemt met de lijf- of boetstraffen van de Belgische wetgeving.

Dit artikel werd in den Senaat zonder aanmerkingen goedgekeurd in den vorm als door de Regeering werd voorgesteld.

Het lokt geen enkele opmerking uit en uwe Commissie besluit tot zijne aanneming.

*
* *

Dit verslag is vergezeld van eene bijlage inhoudende den tekst, door den Senaat goedgekeurd en, daarnaast, de noodig geachte wijzigingen.

Onder voorbehoud van de voorafgaande aanmerkingen en van deze amendementen, heeft uwe Commissie de eer U voor te stellen, het ontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,
ED. PECHER.

De Voorzitter,
EM. TIBBAUT.

(12)

(1)

PROJET DE LOI
COMPLÉTANT L'ARTICLE 30 DE LA LOI COLONIALE
ET
AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LA COMMISSION.

ONTWERP VAN WET
TOT AANVULLING VAN ARTIKEL 30 DER KOLONIALE WET
EN
AMENDEMENTEN DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD.

Texte transmis par le Sénat.**Tekst door den Senaat overgemaakt.****ARTICLE PREMIER.****EERSTE ARTIKEL.**

L'alinéa final de l'article 30 est détaché de cette disposition et formera l'alinéa premier de l'article 30^{bis}.

Het laatste lid van artikel 30 wordt van deze bepaling gescheiden en zal het eerste lid van artikel 30^{bis} uitmaken.

ART. 2.**ART. 2.**

Les dispositions suivantes seront ajoutées à la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo belge :

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan de wet van 18 October 1908 op het Beheer van den Belgischen Congo :

ART. 30^{bis}. — Les individus condamnés par la justice belge ou la justice coloniale à des peines privatives de la liberté les subiront dans les prisons belges ou dans les prisons coloniales, suivant qu'ils auront été trouvés en Belgique ou dans la Colonie.

ART. 30^{bis}. — De personen, door het Belgisch gerecht of door het koloniaal gerecht veroordeeld tot vrijheidsstraffen, ondergaan deze in de Belgische gevangenissen of in de koloniale gevangenissen, naar gelang zij in België of in de Kolonie gevonden worden.

Lorsque l'exécution est poursuivie en Belgique, la servitude pénale prononcée par les tribunaux de la Colonie est remplacée, si elle ne dépasse pas cinq ans, par un emprisonnement de même durée; si elle est de plus de cinq ans, mais ne dépasse pas dix années, par une réclusion de même durée; si elle dépasse dix années, par les travaux forcés de même durée.

Geschiedt de uitvoering in België, dan wordt de vrijheidsstraf met opgelegden arbeid, door de rechtbanken der Kolonie uitgesproken, vervangen door eene gevangenisstraf van denzelfden duur, indien zij vijf jaar niet te boven gaat; door opsluiting van denzelfden duur, indien zij vijf jaar te boven gaat, maar niet meer bedraagt dan tien jaar; door dwangarbeid van denzelfden duur, indien zij tien jaar te boven gaat.

Ces peines ne peuvent être réduites conformément aux lois en vigueur en Belgique.

Deze straffen kunnen niet worden verminderd overeenkomstig de in België van kracht zijnde wetten.

Lorsque l'exécution en est poursuivie dans la Colonie, les peines privatives de la liberté prononcées par les tribunaux belges, du chef d'infractions commises dans la Colonie, sont remplacées par une servitude pénale de même

Geschiedt de uitvoering daarvan in de Kolonie, dan worden de vrijheidsstraffen, door de Belgische rechtbanken uitgesproken wegens misdrijven, in de Kolonie begaan, vervangen door eene vrijheidsstraf met opgelegden arbeid

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

ART. 2.

ART. 2.

ART. 30bis. — Comme ci-contre.

ART. 30bis. — Zooals hiernevens.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

Supprimer cet alinéa.

Deze alinea te doen wegvallen.

Lorsque l'exécution est poursuivie dans la Colonie, les peines privatives de la liberté prononcées par les tribunaux belges sont remplacées par une servitude pénale de même durée.

Geschiedt de uitvoering in de Kolonie, dan worden de vrijheidsstraffen, door de Belgische rechtbanken uitgesproken, vervangen door eene vrijheidsstraf met opgelegden arbeid van gelijken duur.

Texte transmis par le Sénat.

Tekst door den Senaat overgemaakt.

durée; celles prononcées pour des infractions commises hors de la Colonie sont remplacées par une servitude pénale réduite conformément aux lois en vigueur en Belgique.

ART. 30^{ter}. — Les condamnés, autres que les indigènes de la Colonie ou des colonies voisines, qui subissent dans les prisons coloniales des peines principales de servitude pénale dont le total dépasse six mois peuvent être transférés dans les prisons belges.

Le transfert sera ordonné par le Procureur général près le tribunal d'appel dans le ressort duquel le prisonnier est détenu.

Un arrêté royal détermine le prix de la journée d'entretien dans les prisons belges et dans celles de la Colonie.

La Colonie supporte les frais de détention et les frais de transfert encourus pour les infractions jugées par les tribunaux coloniaux ou par les tribunaux belges statuant sur des infractions commises dans la Colonie.

La métropole supporte les frais de détention et les frais de transfert encourus pour les infractions commises en Belgique.

ART. 30^{quater}. — Le produit des amendes prononcées par les tribunaux

van denzelfden duur; die, uitgesproken wegens misdrijven, buiten de Kolonie begaan, worden vervangen door eene vrijheidsstraf met opgelegden arbeid, verminderd overeenkomstig de in België van kracht zijnde wetten.

ART. 30^{ter}. — De veroordeelden, andere dan de inlanders der Kolonie of der naburige koloniën, die in de koloniale gevangenissen hoofdstraffen ondergaan onder den vorm van vrijheidsstraffen met opgelegden arbeid, waarvan het totaal zes maanden te boven gaat, kunnen naar de Belgische gevangenissen worden overgebracht.

De overbrenging wordt bevolen door den Procureur-generaal bij de rechtbank van beroep binnen welker gebied de gevangene in hechtenis wordt gehouden.

Een koninklijk besluit bepaalt den prijs voor een dag onderhoud in de Belgische gevangenissen en in die der Kolonie.

De Kolonie draagt de kosten van hechtenis en de kosten van overbrenging, opgelopen voor de misdrijven berecht door de koloniale rechtbanken of door de Belgische rechtbanken, uitspraak doende over misdrijven, in de Kolonie begaan.

Het moederland draagt de kosten van hechtenis en de kosten van overbrenging, opgelopen voor de in België gepleegde misdrijven.

ART. 30^{quater}. — De opbrengst der boeten, door de rechtbanken der Kolo-

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 30^{ter}. — Comme ci-contre.

Le transfert sera ordonné par le Gouverneur Général ou, en cas de délégation, par le Vice-Gouverneur Général de la province dans laquelle le condamné est détenu, après avis du Procureur Général près la Cour d'appel du ressort ou du Procureur du Roi à ce délégué par ce dernier.

Comme ci-contre.

La Colonie supporte les frais de détention et les frais de transfert des individus condamnés du chef d'infractions commises dans la Colonie.

La Métropole supporte les frais de détention et les frais de transfert des individus condamnés du chef d'infractions commises hors de la Colonie.

ART. 30^{quater}. — Comme ci-contre.**ART. 30^{ter}. — Zooals hiernevens.**

De overbrenging wordt bevolen door den Gouverneur-Generaal of, bij opdracht, door den Onder-Gouverneur-Generaal der provincie, waarin de veroordeelde in hechtenis gehouden wordt, na advies van den Procureur-Generaal bij het Hof van beroep van het gebied of van den Procureur des Konings, door dezen laatste daartoe afgevaardigd.

Zooals hiernevens.

De Kolonie draagt de kosten van hechtenis en de kosten van overbrenging der personen gestraft wegens misdrijven, in de Kolonie begaan.

Het Moederland draagt de kosten van hechtenis en de kosten van overbrenging der personen gestraft wegens misdrijven, buiten de Kolonie begaan.

ART. 30^{quater}. — Zooals hiernevens.

Texte transmis par le Sénat.

Tekst door den Senaat overgemaakt.

de la Colonie et par les tribunaux belges du chef d'infractions commises dans la Colonie est versé au Trésor colonial.

Le produit des amendes perçues dans la Colonie, mais prononcées par les tribunaux belges du chef d'infractions commises hors de la Colonie, est versé au Trésor métropolitain.

ART. 30^{quinquies}. En ce qui concerne la libération conditionnelle, les condamnés sont soumis aux dispositions de la loi belge ou à celles de la loi coloniale, selon qu'ils subissent leurs peines ou se trouvent en état de liberté conditionnelle en Belgique ou dans la Colonie.

La mise en liberté des individus condamnés par les tribunaux de la Colonie et subissant leur peine en Belgique est ordonnée par le Ministre de la Justice après avis du directeur et de la Commission administrative de l'établissement pénitentiaire ainsi que du Procureur général près la Cour dans le ressort de laquelle est situé cet établissement.

La mise en liberté des individus condamnés par les tribunaux belges et subissant leur peine dans la Colonie est ordonnée par le Procureur général du

nie en door de Belgische rechtbanken opgelegd wegens misdrijven, in de Kolonie begaan, wordt in de koloniale Schatkist gestort.

De opbrengst der boeten, in de Kolonie ontvangen, maar door de Belgische rechtbanken opgelegd wegens misdrijven, buiten de Kolonie begaan, wordt in de Schatkist van het moederland gestort.

ART. 30^{quinquies}. — Wat betreft de voorwaardelijke invrijheidstelling, zijn de veroordeelden onderworpen aan de bepalingen der Belgische wet of aan die der koloniale wet, naar gelang zij hunne straffen ondergaan of in staat van voorwaardelijke vrijheid verkeerden in België of in de Kolonie.

De invrijheidstelling der personen, door de rechtbanken der Kolonie veroordeeld en hunne straf in België ondergaande, wordt bevolen door den Minister van Justitie, na advies van den Bestuurder en van de Commissie van beheer van het tuchthuis, alsmede van den Procureur-generaal bij het Hof binnen welks rechtsgebied dit tuchthuis is gevestigd.

De invrijheidstelling der personen, door de Belgische rechtbanken veroordeeld en hunne straf in de Kolonie ondergaande, wordt bevolen door den

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

ART. 30^{quinquies}. — Comme ci-contre.

ART. 30^{quinquies}. — Zooals hiernevens.

Intercaler un alinéa, conçu comme suit :

Toutefois, les dispositions de la loi coloniale sont applicables, quant à la quotité des peines et à la durée de l'incarcération à subir, aux condamnés qui subissent en Belgique des peines prononcées du chef d'infractions commises dans la colonie.

Comme ci-contre.

De volgende alinea in te lassen :

De bepalingen van de Koloniale wet zijn echter toepasselijk, wat betreft het bedrag der straffen en dendeur der opgelegde gevangenzetting, op de veroordeelden die straffen, uitgesproken wegens misdrijven begaan in de Kolonie, in België ondergaan.

Zooals hiernevens.

La mise en liberté des individus condamnés par les tribunaux belges et subissant leur peine dans la Colonie, est ordonnée par le *Gouverneur général*

De invrijheidstelling der personen, die door de Belgische rechtbanken worden gestraft en hunne straf in de Kolonie ondergaan, wordt bevolen door

Texte transmis par le Sénat.

Tekst door den Senaat overgemaakt.

ressort, après avis du directeur de la prison.

Procureur-général van het rechtsgebied, na advies van den bestuurder der gevangenis.

La mise en liberté est révoquée par le Procureur général, après avis du Procureur du Roi dans le ressort duquel le condamné se trouve et des autorités locales.

De invrijheidstelling wordt ingetrokken door den Procureur-général, na advies van den Procureur des Konings binnen wiens rechtsgebied de veroordeelde zich bevindt, en na dit van de plaatselijke overheden.

ART. 3.

ART. 3.

Le § 3 de l'article 30 de la loi du 18 octobre 1908 sera remplacé comme suit :

§ 3 van artikel 30 der wet van 18 October 1908 wordt vervangen als volgt :

La Chambre des mises en accusation pourra renvoyer l'inculpé devant la juridiction coloniale, soit à sa demande, soit en vertu d'une décision unanime rendue sur la réquisition du ministère public, l'inculpé entendu ou dûment cité.

De kamer van inbeschuldigingstelling kan den beklaagde naar de koloniale rechtsmacht verwijzen, hetzij op zijn verzoek, hetzij krachtens eene beslissing met eenparigheid van stemmen genomen op vordering van het openbaar ministerie, den beklaagde gehoord of behoorlijk gedagvaard.

L'audience sera publique, à moins que l'inculpé ne réclame le huis clos.

De terechtzitting is openbaar, tenzij de beklaagde verzoekt dat de zaak met gesloten deuren behandeld worde.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ou, en cas de délégation, par le Vice-Gouverneur général de la province dans laquelle le condamné est détenu, après avis du directeur de la prison et du Procureur général près la Cour d'appel dans le ressort de laquelle elle est située ou du Procureur du Roi à ce délégué par ce dernier.

La mise en liberté est révoquée par le Gouverneur général ou, en cas de délégation, par le Vice-Gouverneur général de la province dans laquelle le libéré se trouve, après avis du Procureur général du ressort, ou du Procureur du Roi à ce délégué par ce dernier.

ART. 3.

Comme ci-contre.

Comme ci-contre.

Comme ci-contre.

Ajouter un alinéa ainsi conçu :

Le cas échéant, la Chambre prolongera, pour autant que de besoin, la durée de la validité du mandat d'arrêt

den Gouverneur-Generaal of, bij opdracht, door den Onder-Gouverneur-Generaal der provincie, waarin de veroordeelde in hechtenis gehouden wordt, na advies van den bestuurer van het gevangenhuis en van den Procureur-Generaal bij het Hof van beroep, in het gebied waarvan het is gelegen, of van den Procureur des Konings, door dezen laatste daartoe afgevaardigd.

De invrijheidstelling wordt ingetrokken door den Gouverneur-Generaal of, bij opdracht, door den Onder-Gouverneur-Generaal der provincie, waarin de in vrijheid gestelde zich bevindt, na advies van den Procureur-Generaal van het gebied of van den Procureur des Konings, door dezen laatste daartoe afgevaardigd.

ART. 3.

Zooals hiernevens.

Zooals hiernevens.

Zooals hiernevens.

De volgende alinea toe te voegen :

Bij voorkomend geval verlengt de Kamer, in zooverre het noodig is, den geldigheidsduur van het bevel van aanhouding.

Texte transmis par le Sénat.

Tekst door den Senaat overgemaakt.

ART. 4.

La disposition suivante formera l'alinéa final de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 :

Sont assimilées aux condamnations pour crime ou délit visées ci-dessus, les condamnations à une amende de plus de 25 francs ou à une servitude pénale de plus de sept jours prononcées par les tribunaux de la Colonie.

ART. 4.

De volgende bepaling wordt het laatste lid van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 :

Worden gelijkgesteld met de hierboven bedoelde veroordeelingen wegens misdaad of wanbedrijf, de veroordeelingen tot eene boete van meer dan 25 frank of tot vrijheidsstraf met opgelegden arbeid van meer dan zeven dagen, door de rechtbanken der Kolonie uitgesproken.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 4.

ART. 4.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.